



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 16 ΙΟΥΛΙΟΥ 1966

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
140

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 594

Article 1.

Περί κυρώσεως συμφωνιών Διακανονισμού Προπολεμικών εἰς Ἐένον Νόμισμα Κρατικών Δανείων καὶ ὀφειλῶν Γαλλικοῦ ἐνδιαφέροντος.

Compte tenu des charges supportées par la Grèce au cours des deux dernières guerres mondiales ainsi qu'au cours des années qui ont immédiatement suivi :

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν :

a) l'emprunt hellénique 5 o/o 1833 dont l'Etat français a garanti le tiers du montant (loi du 14 juin 1833 et Ordonnance du 9 juillet 1833) sera réglé par le Gouvernement royal hellénique sur la base de la valeur nominale des sommes acquittées par le Trésor français au titre de sa garantie;

α) Τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. Δ. 4516)1966 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων τινῶν Δημοσίου Χρέους», καὶ

b) l'emprunt hellénique 2 1/2 o/o 1898 dont l'Etat français est l'un des garants (loi du 8 avril 1898 et décret du 28 mai 1898) sera réglé par le Gouvernement royal hellénique sur la base d'un montant correspondant approximativement à 30 o/o de la parité or des sommes acquittées par le Trésor français au titre de sa garantie;

β) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 592)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσασιν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

c) l'avance remboursable 3 o/o consentie en 1902 par la France à la Crète (loi du 6 avril 1902) sera réglée par le Gouvernement royal hellénique sur la base de la valeur nominale du montant effectivement avancé par le Trésor français.

1. Κυροῦνται ἢ μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας συναφθεῖσα ἐν Παρισίοις, τὴν 14ην Δεκεμβρίου 1965, συμφωνία διακανονισμοῦ Γαλλικῶν οἰκονομικῶν ἀπαιτήσεων ἐκ Προπολεμικῶν Κρατικῶν Δανείων καὶ Ὄφειλῶν εἰς Ἐένον Νόμισμα μετὰ τῶν τριῶν παραρτημάτων αὐτῆς, ἧτοι :

α) Τῆς συμφωνίας διακανονισμοῦ τῆς ὀφειλῆς ἐκ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος εἰς τὸ Δημόσιον Χρέος τῆς Παλαιᾶς Ὀθωμανικῆς Αὐτοκρατορίας.

β) Τῆς συμφωνίας διακανονισμοῦ τῶν Δανείων 3 o/o 1893 (Σιδηροδρόμων Θεσσαλονίκης - Μοναστηρίου καὶ Σιδηροδρόμων Θεσσαλονίκης - Κωνσταντινουπόλεως), καὶ

γ) Τῶν ἀνταλλαγματικῶν ἐπιστολῶν ἐν σχέσει μετὰ τὴν Διεθνή Οἰκονομικὴν Ἐπιτροπὴν.

2. Τὰ Κείμενα τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης συμφωνίας καὶ τῶν τριῶν παραρτημάτων τῆς ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ εἰς Ἑλληνικὴν μετάφρασιν, ἔχουσιν ὡς ἀκολουθῶς :

ACCORD

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République française relatif au règlement de créances financières françaises signé le 14 décembre 1965 à PARIS.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République française, désireux de régler définitivement les questions relatives aux emprunts assumés par la Grèce et intéressant la France, sont convenus de ce qui suit :

Article 2.

Le Gouvernement français renonce aux intérêts courus depuis la date de la mise en jeu de la garantie du Trésor français au titre des emprunts 5 o/o 1833 et 2 1/2 o/o 1898, et, pour l'avance remboursable 3 o/o 1902 consentie à la Crète, depuis la date du versement de son montant par le Gouvernement français.

Article 3.

Le Gouvernement royal hellénique sera entièrement libéré de ses obligations au titre des emprunts et de l'avance mentionnés à l'article 1er, après entier versement au Gouvernement français, dans les conditions fixées aux articles 4 et 5, des montants suivants :

—emprunt 5 o/o 1833 : 169.195 F. (cent soixante neuf mille cent quatre vingt quinze francs).

—emprunt 2 1/2 o/o 1898 : 14.811.180 F. (quatorze millions huit cent onze mille cent quatre vingts francs).

—avance 3 o/o 1902 : 10.000 F. (dix mille francs).

Article 4.

Le remboursement des sommes fixées à l'article 3 ci-dessus sera effectué dans les conditions suivantes :

a) au titre de l'emprunt 5 o/o 1833 versement en 1966 d'une somme de 169.195 F. (cent soixante neuf mille cent quatre vingt quinze francs).

b) au titre de l'avance 3 o/o 1902 versement en 1967 d'une somme de 10.000 F. (dix mille francs).

c) au titre de l'emprunt 2 1/2 o/o 1898 versement en 1967 d'une fraction d'annuité de 835.297 F. (huit cent trente cinq mille deux cent quatre vingt dix sept francs) et de 1968 à 1976 inclus, de neuf annuités de 1.577.897 F. (un million cinq cent soixante dix sept mille huit cent quatre vingt dix sept francs).

d) un intérêt de 1 1/2 o/o sur la partie servant de base à la détermination du crédit visé à l'article 6, est inclus dans la fraction d'annuité et dans chacune des annuités fixées à l'alinéa c) du présent article.

Article 5.

Les sommes visées à l'alinéa c) de l'article 4 sont versées par le Gouvernement royal hellénique, le 15 janvier de chaque année, à un compte ouvert chez la Banque de France au nom du Gouvernement français.

Article 6.

En corrélation avec les versements de la fraction d'annuité ainsi que de chacune des annuités visées à l'alinéa c) de l'article 4 ci-dessus, il est ouvert par le Gouvernement français un crédit annuel de 835.297 F. (huit cent trente cinq mille deux cent quatre vingt dix sept francs) affecté au Fonds spécial d'action culturelle et technique définie à l'article 7 ci-après.

Article 7.

En vue de soutenir les efforts du Gouvernement royal hellénique dans les domaines de l'enseignement, des sciences, de la technique et des arts, ainsi que pour intensifier la coopération franco-hellénique dans ces domaines, il est créé un Fonds spécial d'action culturelle et technique.

Ce Fonds est destiné à accroître les ressources nécessaires au développement, entre autres, des opérations suivantes :

—octroi de bourses universitaires et techniques,
—formation et perfectionnement de professeurs, de fonctionnaires et de techniciens,

—équipement pédagogique d'établissements d'enseignement,

—échanges culturels, scientifiques, techniques et artistiques,

—échanges dans les domaines du livre, du film, de la radio et de la télévision,

—investissements immobiliers qui paraîtraient nécessaires pour atteindre les objectifs visés au présent article.

Article 8.

Le fonds spécial est alimenté par les crédits annuels visés à l'article 5 ci-dessus. Leurs montants, qui peuvent se cumuler d'une année à l'autre, sont utilisés pour leur totalité au financement des dépenses correspondant à l'action culturelle et technique visée à l'article 7.

Article 9.

Le Fonds spécial est géré en commun par des représentants des Gouvernements hellénique et français, selon des règles déterminées par les deux Gouvernements, dans le cadre de l'accord culturel franco-hellénique du 19 décembre 1938 et de l'accord franco-hellénique de coopération technique et scientifique du 25 juillet 1960.

Article 10.

La durée du Fonds spécial est liée aux délais d'utilisation de sa dotation financière définie à l'article 8 ci-dessus.

Article 11.

Les obligations contractées par la Grèce en vertu des dispositions du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923, relatives à l'ancienne dette publique ottomane, sont réglées par l'Accord conclu entre le Gouvernement royal hellénique et le Conseil de la Dette publique répartie de l'ancien Empire Ottoman, annexé au présent accord.

Article 12.

Les questions relatives à l'emprunt 3 o/o 1893 de la Société du Chemin de fer Salonique — Constantinople et de l'emprunt 3 o/o 1893 de la Société du Chemin de fer Salonique — Monastir sont réglées par l'Accord conclu entre le Gouvernement royal hellénique et l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, annexé au présent Accord.

Article 13.

Le Gouvernement royal hellénique prendra, en tant que de besoin, dans les cinq mois suivant la date de signature du présent Accord, toutes les dispositions nécessaires en vue de rendre effectifs les engagements stipulés dans le présent Accord et ses trois annexes.

Le Gouvernement français, pour ce qui le concerne, prendra en temps utile toutes les mesures nécessaires pour la mise en vigueur du présent Accord.

Fait à Paris, le 14 décembre 1965
en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du
Royaume de Grèce,
N. GAZIS

Pour le Gouvernement de
la République française,
JEAN-LUC GRANIER

CONSEIL

DE LA DETTE PUBLIQUE REPARTIE
DE L'ANCIEN EMPIRE OTTOMAN

ACCORD

Monsieur Raymond MAUREL, Président en exercice dûment mandaté et agissant au nom et pour le compte du Conseil de la Dette Publique Répartie de l'ancien Empire Ottoman, Représentant des porteurs de titres d'emprunts émis par cet ancien Empire, d'une part,

Monsieur Nicolas GAZIS, Vice-Couverneur de la Banque Nationale de Grèce dûment mandaté par le Gouvernement du Royaume de Grèce pour agir en son nom et pour son compte, d'autre part, se sont entretenus à Paris à l'effet de déterminer le montant dû par la Grèce au titre de sa quote-part dans les emprunts dont il s'agit, conformément au Traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

Les négociations ont abouti à la rédaction du présent accord, dans lequel le terme «Gouvernement» désigne le Gouvernement du Royaume de Grèce et le terme «Conseil» le Conseil de la Dette Publique Répartie de l'ancien Empire Ottoman.

Article 1 — Le montant total de la contribution à verser par le Gouvernement au Conseil est fixé forfaitairement à £. 551.000 (cinq cent cinquante et un mille livres sterling).

Article 2 — Ce montant est divisé en deux semestrialités égales de £. 275.500 (deux cent soixante quinze mille cinq cents livres sterling) chacune, la première semestrialité devant être payée six mois, la seconde

semestrialité douze mois, après approbation par le Gouvernement ou ratification du présent accord.

Article 3 — Chacune des semestrialités visées à l'article 2 donne lieu aux opérations suivantes :

a) 90 o/o du montant de chacune des dites semestrialités, soit £. 247.950 (deux cent quarante sept mille neuf cent cinquante livres sterling) fait l'objet, dans les conditions fixées à l'article 2, d'un versement par le Gouvernement, à un compte ouvert chez la Banque de France au nom du Conseil.

b) 10 o/o du montant de chacune des dites semestrialités, soit £. 27.550 (vingt sept mille cinq cent cinquante livres sterling) est affecté par le Gouvernement, dans cette limite et pendant une durée de cinq ans à compter de la date de l'approbation par le Gouvernement ou ratification du présent accord, au règlement des porteurs résidant dans l'un des pays avec lesquels la Grèce entretient des rapports financiers et commerciaux particuliers (Accords commerciaux bilatéraux ou relations fondées sur des transactions commerciales restreintes). La liste de ces pays sera communiquée en temps utile par le Gouvernement au Conseil. Le règlement des porteurs résidant en ces pays est effectué dans la monnaie de leur pays de résidence par l'intermédiaire des dits accords bilatéraux ou selon d'autres procédures produisant effet libératoire.

Si à l'expiration du délai de cinq ans, la somme correspondante au dit pourcentage n'est pas entièrement utilisée le solde disponible est définitivement acquis au Gouvernement. Les deux parties se fourniront les renseignements nécessaires et toute documentation utile pour la mise en application du présent alinéa b).

Article 4 — Le Conseil prélève sur les fonds visés à l'alinéa a) de l'article 3 la somme nécessaire pour faire face aux dépenses (commissions bancaires et frais de service) qui sont occasionnées par les paiements à effectuer aux porteurs, au titre de la contribution de la Grèce à la Dette Publique Ottomane. Après ce prélèvement et déduction faite des fractions non distribuables, le montant net disponible est réparti par le Conseil entre les divers ayants droit, au prorata de leurs droits.

Article 5 — Sous réserve du versement des semestrialités visées à l'article 2, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3, le Conseil, ayant qualité et plein droit d'agir à cet effet, renonce au nom de tous les porteurs, à tous droits leur appartenant et réclamations à quelque titre que ce soit à l'encontre du Gouvernement.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux, le quatorze décembre 1965.

N. GAZIS

RAYMOND MAUREL

ASSOCIATION NATIONALE DES PORTEURS
FRANÇAIS DE VALEURS MOBILIERES

22 BOULEVARD COURCELLES-PARIS (17)

ACCORD

M. Leon MARTIN, Président de l'Association Nationale des Porteurs français de Valeurs mobilières, agissant au nom et pour le compte de cette Institution, d'une part

M. Nicolas GAZIS, Vice-Gouverneur de la Banque Nationale de Grèce, dûment mandaté par le Gouvernement du Royaume de Grèce pour agir en son nom et pour son compte,

d'autre part

sont convenus des présentes dispositions dans lesquelles «Gouvernement» désigne le Gouvernement du Royaume de Grèce et «Association Nationale» désigne l'Association Nationale des Porteurs français de Valeurs mobilières.

Article 1er

Le Gouvernement présentera pour les obligations 3 % 1893 «Chemin de fer Salonique-Constantinople», remplissant les conditions visées à l'article 4 ci-dessous, une offre de rachat au prix de 8 francs français (huit francs français) par titre unitaire.

Article 2.

Le Gouvernement présentera pour les obligations 3 % 1893 «Chemin de fer Salonique-Monastir», remplissant les conditions visées à l'article 4 ci-dessous, une offre de rachat au prix de 43 francs français (quarante trois francs français), par titre unitaire.

Ce prix a été établi sur la base de la Convention du 10 mars 1932 et de l'accord intervenu le 15 juillet 1964 entre le Gouvernement d'une part, le Council of Foreign Bondholders et le League Loans Committee d'autre part, concernant les emprunts extérieurs helléniques libellés en livres sterling.

Article 3.

Les sommes visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, vaudront décharge complète et définitive, pour le Gouvernement, des sommes dues à quelque titre que ce soit pour chacun des deux emprunts visés à ces deux articles.

Article 4.

Les obligations 3 % 1893 «Chemin de fer Salonique-Constantinople» devront avoir été estampillées de la quatrième répartition (3 janvier 1936) et être munies du talon et de tous les coupons depuis le No 42, à l'échéance du 15 avril 1941, jusqu'au No 90, à l'échéance du 15 avril 1965.

Une retenue sera effectuée pour tout coupon manquant sur la base de 0 fr. 06 par coupon de titre unitaire.

Les obligations 3 % 1893 «Chemin de fer Salonique-Monastir» devront avoir été estampillées pour adhésion à la Convention du 10 mars 1932 et être munies du talon ainsi que de tous les coupons depuis le No 97, à l'échéance du 1er juillet 1941, jusqu'au No 108, à l'échéance du 2 janvier 1947.

Une retenue sera effectuée pour tout coupon manquant, sur la base de 0 fr. 09 par coupon de titre unitaire.

Tous les scripts délivrés lors des paiements partiels, les coupons perforés pour constatation de paiements partiels et les autres coupons échus ou à échoir ainsi que tous les talons sont déclarés sans valeur et annulés.

Article 5.

Les obligations qui seront présentées pour le rachat à l'Agent payeur en Grèce, recevront l'équivalent, en drachmes, des sommes mentionnées aux articles 1 et 2.

Les obligations revêtues de l'estampille «Not negotiable out-side of Greece» ou de toute autre estampille analogue, devront être présentées pour le rachat à l'Agent payeur en Grèce.

Article 6.

Les offres de rachat prévues au présent accord seront valables pendant une durée de quinze ans à dater de leur présentation.

Article 7.

L'Association Nationale recommandera aux porteurs l'acceptation de ces offres.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur aussitôt après sa ratification.

Les opérations de rachat commenceront dans un délai de trois mois après ladite ratification.

Fait à Paris, le 14 décembre 1965.

en deux exemplaires originaux

L. MARTIN N. GAZIS

Le Président
de la Délégation hellénique

Paris, le 14 décembre 1965

Monsieur le Président,

Comme suite à l'accord en date de ce jour relatif au règlement de créances financières françaises, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement français voit un inconvénient à ce que la Commission financière internationale siégeant à Athènes soit supprimée le plus rapidement possible et les dispositions régissant son statut définitivement abolies.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

N. GAZIS

Monsieur le Président
de la
Délégation française

Le Président
de la
Délégation française

Paris, le 14 décembre, 1965.

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

«Comme suite à l'accord en date de ce jour relatif au règlement de créances financières françaises, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement français voit un inconvénient à ce que la Commission financière internationale siégeant à Athènes soit supprimée le plus rapidement possible et les dispositions régissant son statut définitivement abolies».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français ne voit pas d'inconvénient, pour sa part, à ce que la Commission financière internationale siégeant à Athènes soit supprimée le plus rapidement possible et les dispositions régissant son statut définitivement abolies.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération

JEAN-LUC GRANIER

Monsieur le Président
de la
Délégation hellénique

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος, και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας, αφορώσα τον διακανονισμό των Γαλλικών οικονομικών απαιτήσεων υπογραφείσα την 14 Δεκεμβρίου 1965 εν Παρισίοις.

Ἡ Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος και ἡ Κυβέρνησις της Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἐπιθυμοῦσαι νὰ διακανονίσουν ὀριστικῶς τὰ ζητήματα τὰ ἀφορῶντα τὰ δάνεια τὰ ὁποῖα ἀνέλαθεν ἡ Ἑλλάς και τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρουν τὴν Γαλλίαν, συμφώνησαν τὰ ἑξῆς:

*Ἀρθρον 1.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν βαρῶν τὰ ὁποῖα ἔφεραν ἡ Ἑλλάς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν δύο τελευταίων Παγκοσμίων Πολέμων, ὡς και κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐπακολουθησάντων ἐτῶν:

α) Τὸ Ἑλληνικὸν Δάνειον 5ο)ο 1833, τὸ τρίτον τοῦ Κεφαλαίου τοῦ ὁποίου ἔχει ἐγγυηθῆ τὸ Γαλλικὸν Κράτος, (Νόμος τῆς 14ης Ἰουνίου 1833 και Διάταγμα τῆς 9ης Ἰουλίου 1833), θὰ διακανονισθῆ ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως βάσει τῆς ὀνομαστικῆς ἀξίας τῶν ποσῶν,

τὰ ὁποῖα ἐπλήρωσε τὸ Γαλλικὸν Ἐθναυροφυλάκιον λόγω τῆς ἐγγυήσεώς του.

β) Τὸ Ἑλληνικὸν Δάνειον 2 1)2ο)ο 1898, τοῦ ὁποίου τὸ Γαλλικὸν Κράτος εἶναι εἰς τῶν ἐγγυητῶν (Νόμος 8ης Ἀπριλίου 1898 και Διάταγμα 28ης Μαΐου 1898), θὰ διακανονισθῆ ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως διὰ ποσοῦ ἀντιστοιχοῦντος, κατὰ προσέγγισιν, εἰς τὰ 30 ο)ο τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τῶν ποσῶν, τὰ ὁποῖα ἐπλήρωσε τὸ Γαλλικὸν Ἐθναυροφυλάκιον λόγω τῆς ἐγγυήσεώς του.

γ) Ἡ λόγω δανείου προκαταβολὴ πρὸς 3 ο)ο, τὴν ὁποίαν παρεχώρησεν ἡ Γαλλία εἰς τὴν Κρήτην τὸ 1902 (Νόμος τῆς 6ης Ἀπριλίου 1902) θὰ πληρωθῆ ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως βάσει τῆς ὀνομαστικῆς ἀξίας τοῦ πραγματικοῦ ποσοῦ, τὸ ὁποῖον κατέβαλε τὸ Γαλλικὸν Ἐθναυροφυλάκιον.

*Ἀρθρον 2.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις παραιτεῖται τῶν τόκων, οἱ ὁποῖοι ἔτρεξαν ὅσον ἀφορᾷ τὰ δάνεια 5 ο)ο 1833 και 2 1)2 ο)ο 1898 ἀπὸ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἐλειτούργησεν ἡ ἐγγύησις τοῦ Γαλλικοῦ Ἐθναυροφυλακίου και, ὅσον ἀφορᾷ τὴν προκαταβολὴν 3 ο)ο 1902, ἡ ὁποία ἐχορηγήθη εἰς τὴν Κρήτην, ἀφ' ἧς ἡμέρας ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις κατέβαλε τὸ ποσὸν ταύτης.

*Ἀρθρον 3.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀπαλλαγῆ ὁλοσχερῶς τῶν ὑποχρεώσεών της ὅσον ἀφορᾷ τὰ δάνεια και τὴν λόγω δανείου προκαταβολὴν, τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 1, ἀφοῦ καταβάλῃ ἐν τῷ συνόλῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν, συμφώνως πρὸς τοὺς ὄρους τοὺς ὀριζομένους εἰς τὰ ἄρθρα 4 και 5, τὰ ἑξῆς ποσά:

Δάνειον 5 ο)ο 1833: 169.195.— Φρ. (ἑκατὸν ἐξήκοντα ἐννέα χιλιάδες ἑκατὸν ἐνενήκοντα πέντε Φράγκα).

Δάνειον 2 1)2 ο)ο 1898: 14.811.180.— Φρ. (δέκα τέσσαρα ἑκατομμύρια ὀκτακοσίας ἑνδεκα χιλιάδας ἑκατὸν ὀγδοήκοντα Φράγκα).

Προκαταβολὴ λόγω Δανείου 3 ο)ο 1902: 10.000.— Φρ. (δέκα χιλιάδας Φράγκα).

*Ἀρθρον 4.

Ἡ πληρωμὴ τῶν εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 3 ὀριζομένων ποσῶν θὰ γίνῃ ὑπὸ τοὺς ἑξῆς ὄρους:

α) Ὅσον ἀφορᾷ τὸ Δάνειον 5 ο)ο 1833: Καταβολὴ ἐν ἔτει 1966 ποσοῦ 169.195.— Φρ. (ἑκατὸν ἐξήκοντα ἐννέα χιλιάδων ἑκατὸν ἐνενήκοντα πέντε Φράγκων).

β) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν προκαταβολὴν 3 ο)ο 1902: Καταβολὴ ἐν ἔτει 1967 ποσοῦ 10.000.— Φρ. (δέκα χιλιάδων Φράγκων).

γ) Ὅσον ἀφορᾷ τὸ Δάνειον 2 1)2 ο)ο 1898: Καταβολὴ κατὰ τὸ ἔτος 1967 ἐνὸς τμήματος ἐτησίως ὀσσεως ἐξ 835.297.— Φρ. (ὀκτακοσίων τριάκοντα πέντε χιλιάδων διακοσίων ἐνενήκοντα ἑπτὰ Φράγκων) και κατὰ τὰ ἔτη ἀπὸ τοῦ 1968 μέχρι τοῦ 1976, περιλαμβανομένου, ἐννέα ἐτησίων ὀσσεως ἐξ 1.577.897.— Φρ. (ἐνὸς ἑκατομμυρίου πεντακοσίων ἐβδομήκοντα ἑπτὰ χιλιάδων ὀκτακοσίων ἐνενήκοντα ἑπτὰ Φράγκων).

δ) Τόκος 1)2 ο)ο ἐπὶ τοῦ τμήματος, τὸ ὁποῖον χρησιμεύει ὡς βάσις διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς πιστώσεως τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 6, περιέχεται εἰς τὸ τμήμα τῆς ἐτησίως ὀσσεως και εἰς ἑκάστην τῶν ἐτησίων ὀσσεως περὶ ὧν τὸ ἐδάφριον γ' τοῦ παρόντος ἄρθρου.

*Ἀρθρον 5.

Τὰ ποσὰ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἐδάφριον γ' τοῦ ἄρθρου 4 καταβάλλονται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τὴν 15ην Ἰανουαρίου ἐκάστου ἔτους εἰς ἀνοικτὸν λογαριασμὸν ἐπ' ὀνόματι τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως παρὰ τῆ Τραπεζῆς τῆς Γαλλίας.

*Ἀρθρον 6.

Ἐν σχέσει μετὰ τὰς πληρωμὰς τοῦ τμήματος τῆς ἐτησίως ὀσσεως καθὼς και μιᾶς ἐκάστης τῶν ἐτησίων ὀσσεως τῶν

προβλεπομένων εις τὸ ἐδάφιον γ' τοῦ ὡς ἄνω ἄρθρου 4, ἀνοίγεται ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως ἐτησίαι πίστωσις ἐξ 835.297.— Φρ. (ἑκτακοσίων τριάκοντα πέντε χιλιάδων διακοσίων ἐνενηκοντα ἑπτὰ Φράγκων) προοριζομένη διὰ τὸ Εἰδικὸν Ταμεῖον μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς δράσεως, ὡς αὕτη ὀρίζεται εἰς τὸ ἐπόμενον Τον ἄρθρον.

* Ἄρθρον 7.

Πρὸς ἐνίσχυσιν τῶν προσπαθειῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὰ πεδία τῆς ἐκπαίδευσως, τῶν ἐπιστημῶν, τῆς τεχνικῆς καὶ τῶν τεχνῶν καὶ πρὸς ἐνδυνάμωσιν τῆς Γαλλο-Ἑλληνικῆς συνεργασίας εἰς τοὺς ὡς ἄνω τομείς, συνιστᾶται Εἰδικὸν Ταμεῖον Μορφωτικῆς καὶ Τεχνικῆς Δράσεως.

Τὸ Ταμεῖον τοῦτο ἀποσκοπεῖ εἰς τὸ νὰ αὐξήσῃ τοὺς ἀπαιτούμενους πόρους πρὸς ἀνάπτυξιν, μεταξὺ ἄλλων, τῶν ἐξῆς σκοπῶν:

Χορήγησις πανεπιστημιακῶν καὶ τεχνικῶν ὑποτροφιῶν. Κατάρτισις καὶ ἐπιμόρφωσις καθηγητῶν, Δημοσίων ὑπαλλήλων καὶ Τεχνικῶν.

Παιδαγωγικὸς ἐξοπλισμὸς Ἐκπαιδευτικῶν Ἰδρυμάτων. Μορφωτικαί, ἐπιστημονικαί, τεχνικαί καὶ καλλιτεχνικαὶ ἀνταλλαγαί.

Ἀνταλλαγαί εἰς τοὺς τομείς τοῦ βιβλίου, τῶν ταινιῶν, τοῦ ραδιοφώνου καὶ τῆς τηλεοράσεως.

Ἐπενδύσεις εἰς ἀκίνητα, αἰτινες ἤθελον κριθῆ ἀναγκαῖαι πρὸς ἐπίτευξιν τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἐπιδιωκόμενων σκοπῶν.

* Ἄρθρον 8.

Τὸ Εἰδικὸν Ταμεῖον συντηρεῖται διὰ τῶν ἐτησίων πιστώσεων αἰτινες προβλέπονται εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 6. Τὰ ποσὰ τῶν ἐν λόγῳ πιστώσεων, τὰ ὅποια ἤθελον συσσωρευθῆ ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, θὰ χρησιμοποιῶνται ἐξ ὀλοκλήρου διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν δαπανῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν μορφωτικὴν καὶ τεχνικὴν δράσιν ἢ ὅποια προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 7.

* Ἄρθρον 9.

Τὸ Εἰδικὸν Ταμεῖον διοικεῖται ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ ἀντιπροσώπων τῆς Ἑλληνικῆς καὶ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως συμφώνως πρὸς κανόνας καθοριζομένους ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς Γαλλο — Ἑλληνικῆς Μορφωτικῆς Συμβάσεως τῆς 19ης Δεκεμβρίου 1938 καὶ τῆς Γαλλο-Ἑλληνικῆς Συμβάσεως Τεχνικῆς καὶ Ἐπιστημονικῆς Συνεργασίας τῆς 25ης Ἰουλίου 1960.

* Ἄρθρον 10.

Ἡ διάρκεια τοῦ Εἰδικοῦ Ταμεῖου εἶναι συνδεδεμένη μὲ τὴν προθεσμίαν χρησιμοποίησεως τῆς οἰκονομικῆς προικοδοτήσεως τῆς ὀριζομένης εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 8.

* Ἄρθρον 11.

Αἱ ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας ἀνέλαβεν ἡ Ἑλλάς δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς Συνθήκης τῆς Λωζάννης τῆς 24ης Ἰουλίου 1923 αἰτινες ἀφορῶσι τὸ παλαιὸν Ὀθωμανικὸν Δημόσιον Χρέος, ρυθμίζονται διὰ τῆς μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου τοῦ Καταναμνημένου Δημοσίου Χρέους τῆς Παλαιᾶς Ὀθωμανικῆς Αὐτοκρατορίας συνομολογηθείσης Συμφωνίας, ἣτις εἶναι συνημμένη τῇ παρούσῃ.

* Ἄρθρον 12.

Τὰ ζητήματα τὰ ἀφορῶντα τὸ Δάνειον 3ο) 1893 τῆς Ἐταιρείας Σιδηροδρόμων Θεσσαλονίκης — Κωνσταντινουπόλεως καὶ τὸ Δάνειον 3ο) 1893 τῆς Ἐταιρείας Σιδηροδρόμων Θεσσαλονίκης — Μοναστηρίου ρυθμίζονται διὰ τῆς μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἐνώσεως τῶν Γάλλων Κομιστῶν Χρεογράφων συνομολογηθείσης Συμφωνίας, ἣτις ἐπισυνάπτεται τῇ παρούσῃ.

* Ἄρθρον 13.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη, ἐντὸς τῶν πέντε μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμ-

βάσεως, ὅλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα ἵνα θέσῃ ἐν ἰσχύϊ τὰς ὑποχρεώσεις, αἰτινες ἔχουν διαμολογηθῆ εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν καὶ τὰ τρία συνημμένα παραρτήματά της.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, θὰ λάβῃ ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ, ὅλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα ὅπως τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ παρούσα Σύμβασις.

Συνετάχθη ἐν Παρισίοις τὴν 14ην Δεκεμβρίου 1965 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ν. ΓΑΖΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
JEAN—LUC GRANIER

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
ΤΟΥ ΚΑΤΑΝΕΜΗΜΕΝΟΥ ΔΗΜΟΣΙΟΥ ΧΡΕΟΥΣ
ΤΗΣ ΠΑΛΑΙΑΣ ΟΘΩΜΑΝΙΚΗΣ ΑΥΤΟΚΡΑΤΟΡΙΑΣ

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ὁ κ. RAYMOND MAUREL, Πρόεδρος ἐν ἐνεργείᾳ, δεόντως ἐξουσιοδοτημένος καὶ ἐνεργῶν ἐν ὀνόματι καὶ διὰ λογαριασμὸν τοῦ Συμβουλίου τοῦ Καταναμνημένου Δημοσίου Χρέους τῆς Παλαιᾶς Ὀθωμανικῆς Αὐτοκρατορίας, ἐκπρόσωπος τῶν Κομιστῶν Χρεογράφων δανείων ἐκδοθέντων ὑπὸ τῆς Παλαιᾶς ταύτης Αὐτοκρατορίας,

Ἄφ' ἐνός,

Ὁ κ. Νικόλαος Γαζής, Ὑποδιοικητὴς τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος δεόντως ἐξουσιοδοτημένος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἵνα ἐνεργῇ ἐν ὀνόματι της καὶ διὰ λογαριασμὸν της,

Ἄφ' ἐτέρου,

συνῆλθον ἐν Παρισίοις πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως προσδιώρουν τὸ ποσὸν τὸ ὅποιον ὀφείλει ἡ Ἑλλάς βάσει τοῦ ἀναλογούντος εἰς ταύτην τμήματος τῶν ἐν λόγῳ Δανείων, συμφώνως πρὸς τὴν Συνθήκην τῆς Λωζάννης τῆς 24 Ἰουλίου 1923.

Αἱ διαπραγματεύσεις κατέληξαν εἰς τὴν σύνταξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐν τῇ ὁποίᾳ ὁ ὅρος «Κυβέρνησις» σημαίνει τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ὁ ὅρος «Συμβούλιον» τὸ Συμβούλιον τοῦ Καταναμνημένου Δημοσίου Χρέους τῆς Παλαιᾶς Ὀθωμανικῆς Αὐτοκρατορίας.

* Ἄρθρον 1.

Τὸ ὅλικόν ποσὸν τῆς συνεισφοράς τὸ ὅποιον θὰ καταβάλλῃ ἡ Κυβέρνησις εἰς τὸ Συμβούλιον ὀρίζεται κατ' ἀποκοπὴν εἰς £ 551.000 (πεντακοσίας πενήκοντα μίαν χιλιάδας Λίρας Στερλίνας).

* Ἄρθρον 2.

Τὸ ποσὸν τοῦτο διαιρεῖται εἰς δύο ἑξαμηνιαίας ἴσας δόσεις ἐκ £ 275.500 (διακοσίων ἐβδομήκοντα πέντε χιλιάδων πεντακοσίων Λιρῶν Στερλινῶν) ἐκάστης, τῆς πρώτης ἑξαμηνιαίας δόσεως πληρωτέας μετὰ παρέλευσιν ἐξ μηνῶν καὶ τῆς δευτέρας ἑξαμηνιαίας δόσεως πληρωτέας μετὰ παρέλευσιν δώδεκα μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς κυρώσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

* Ἄρθρον 3.

Ἐκάστη τῶν ἑξαμηνιαίων δόσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 θὰ πραγματοποιηθῇ ὡς ἀκολούθως:

α) 90ο) ο τοῦ ποσοῦ μίας ἐκάστης τῶν ὡς ἄνω ἑξαμηνιαίων δόσεων, ἦτοι £ 247.950 (διακόσiai τεσσαράκοντα ἑπτὰ χιλιάδες ἑνεακόσiai πενήκοντα Λίραι Στερλίνας), θὰ καταβληθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως, συμφώνως πρὸς τοὺς εἰς τὸ ἄρθρον 2 ὀριζομένους ὅρους, εἰς ἀνοικτὸν λογαριασμὸν παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Γαλλίας (LA BANQUE DE FRANCE) ἐπ' ὀνόματι τοῦ Συμβουλίου.

β) 10ο) ο τοῦ ποσοῦ ἐκάστης τῶν εἰρημένων ἑξαμηνιαίων δόσεων, ἦτοι £ 27.550 (εἴκοσι ἑπτὰ χιλιάδες πεντακόσiai πενήκοντα Λίραι Στερλίνας) προορίζεται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως, ἐντὸς τοῦ ὁρίου τούτου καὶ ἐντὸς πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς κυρώσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν Κομιστῶν οἱ ὅποιοι διαμένουν εἰς τινὰ τῶν Χωρῶν μετὰ τῶν ὁποίων ἡ Ἑλλάς διατηρεῖ ἰδιαίτερας οἰκονομικὰς καὶ ἐμπορικὰς σχέ-

σεις (Διμερείς Έμπορικές Συμφωνίας ή σχέσεις βασιζόμενες επί περιορισμένων έμπορικών συναλλαγών). Ο Κατάλογος των Χωρών τούτων θά κοινοποιηθῆ ἐν εὐθέτω χρόνῳ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως εἰς τὸ Συμβούλιον. Ἡ πληρωμὴ τῶν Κομιστῶν οἱ ὅποιοι διαμένουν εἰς τὰς Χώρας ταύτας θά γίνῃ εἰς τὸ νόμισμα τῆς Χώρας ἐν ἣ διαμένουν διὰ μέσου τῶν ὡς ἄνω Διμερῶν Συμφωνιῶν ἢ κατ' ἄλλην διαδικασίαν συνεπαγομένην ἀπαλλακτικὸν ἀποτέλεσμα.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἐκπόνην τῆς προθεσμίας τῶν πέντε ἐτῶν τὸ ποσόν, τὸ ὁποῖον ἀντιστοιχεῖ εἰς τὸ ὡς ἄνω ποσοστὸν, δὲν ἔχη χρησιμοποιοθῆ ἐξ ὁλοκλήρου, τὸ διαθέσιμον ὑπόλοιπον θά περιέλθῃ ὀριστικῶς εἰς τὴν Κυβέρνησιν.

Τὰ δύο μέρη θά παράσχουν ἀμοιβαίως τὰς ἀπαιτούμενας πληροφορίας ὡς καὶ πᾶν ἔγγραφον χρήσιμον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἐδαφίου «β».

* Ἄρθρον 4.

Τὸ Συμβούλιον παρακρατεῖ ἐκ τῶν χρηματικῶν ποσῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἐδάφιον α) τοῦ ἄρθρου 3 τὸ ἀπαιτούμενον ποσὸν πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν ἐξόδων (προμήθειαι Τραπεζῶν καὶ δαπάναι ἐξυπηρετήσεως) τὰ ὁποῖα συνεπάγονται αἱ πληρωμαὶ αἰτινες θά γίνουσι εἰς τοὺς Κομιστὰς λόγῳ τῆς συνεισφοράς τῆς Ἑλλάδος εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος. Μετὰ τὴν παρακράτησιν ταύτην καὶ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν μὴ διανεμητῶν κλασμάτων, τὸ καθαρὸν διαθέσιμον ποσὸν διανέμεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου μεταξὺ τῶν διαφόρων δικαιούχων ἀναλόγως τῶν δικαιωμάτων των.

* Ἄρθρον 5.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς πληρωμῆς τῶν ἐξαμηνιαίων δόσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2, ὑφ' οὗς ὄρους ἀναφέρονται εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3, τὸ Συμβούλιον, ἔχον τὴν ἰδιότητα καὶ πλήρη ἐξουσίαν νὰ ἐνεργῇ πρὸς τοῦτο, παρακτεῖται, ἐξ ὀνόματος ἀπάντων τῶν Κομιστῶν, ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ ἀπαιτήσεων τῶν ἀνηκόντων εἰς αὐτοὺς ὑπὸ οἰονδήποτε τίτλον ἔναντι τῆς Κυβερνήσεως.

Συνετάχθη ἐν Παρισίοις εἰς δύο πρωτότυπα τὴν δεκάτην τετάρτην Δεκεμβρίου 1965.

N. FAZHS

RAYMOND MAUREL

ΕΘΝΙΚΗ ΕΝΩΣΙΣ

ΓΑΛΛΩΝ ΚΟΜΙΣΤΩΝ ΧΡΕΩΓΡΑΦΩΝ

22, BOULEVARD DE COURCELLES — PARIS, 17

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ, ἀφ' ἑνός, τοῦ κ. LEON MARTIN, Προέδρου τῆς Ἑθνικῆς Ἐνώσεως τῶν Γάλλων Κομιστῶν Χρεωγράφων, ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς ἐν λόγῳ Ἐνώσεως καί, ἀφ' ἑτέρου, τοῦ κ. Νικολάου Γαζῆ, Ὑποδιοικητοῦ τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, δεόντως ἐξουσιοδοτημένου παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, ὅπως ἐνεργῆθῃ ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς, ἐγένετο ἡ παρούσα συμφωνία, ἐν τῇ ὁποῖα «Κυβέρνησις» δηλοῖ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ «Ἐθνικὴ Ἐνωσις» δηλοῖ τὴν Ἑθνικὴν Ἐνωσιν τῶν Γάλλων Κομιστῶν Χρεωγράφων.

* Ἄρθρον 1.

Προκειμένου περὶ τῶν ὁμολογιῶν 3ο)ο (1893) τοῦ «Σιδηροδρομοῦ Θεσσαλονίκης — Κωνσταντινουπόλεως», αἰτινες πληροῦν τοὺς ὄρους τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης, ἡ Κυβέρνησις θά προβῆ εἰς προσφορὰν ἐξαγορᾶς τούτων ἐπὶ τιμῇ ὀκτὼ γαλλικῶν φράγκων κατὰ τίτλον τῆς μιᾶς ὁμολογίας.

* Ἄρθρον 2.

Προκειμένου περὶ τῶν ὁμολογιῶν 3ο)ο (1893) τοῦ «Σιδηροδρομοῦ Θεσσαλονίκης — Μοναστηρίου», αἰτινες πληροῦν τοὺς ὄρους τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης, ἡ Κυβέρνησις θά προβῆ εἰς προσφορὰν ἐξαγορᾶς τούτων ἐπὶ τιμῇ 43 γαλλικῶν φράγκων κατὰ τίτλον τῆς μιᾶς ὁμολογίας.

Ἡ τιμὴ αὕτη καθωρίσθη βάσει τῆς Συμφωνίας τῆς 10 Μαρτίου 1932 καὶ τῆς Συμφωνίας τῆς 15 Ἰουλίου 1964 ἣτις συνήφθη μεταξὺ ἀφ' ἑνός τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἀφ' ἑτέρου τοῦ ἐν Λονδίῳ Συμβουλίου τῶν Ἐθνῶν Ὀμολογιούχου καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς Δανείων τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν καὶ ἀφορᾷ τὰ εἰς λίρας Στερλίνας Ἑλληνικὰ Ἐξωτερικὰ Δάνεια.

* Ἄρθρον 3.

Διὰ τῆς καταβολῆς τῶν ἐν ἄρθροις 1 καὶ 2 ἀναφερομένων ποσῶν ἡ Κυβέρνησις θά ἀπαλλαγῇ πλήρως καὶ ὀριστικῶς παντός καὶ ἐξ οἰασδήποτε αἰτίας ὀφειλομένου ποσοῦ δι' ἑκάτερον τῶν ἐν τοῖς ρηθείσι ἄρθροις ἀναφερομένων δανείων.

* Ἄρθρον 4.

Αἱ ὁμολογίαι τοῦ δανείου 3ο)ο (1893) τοῦ «Σιδηροδρομοῦ Θεσσαλονίκης — Κωνσταντινουπόλεως» θά πρέπει νὰ φέρωσι τὴν σφραγίδα τῆς τετάρτης διανομῆς (3 Ἰανουαρίου 1936) καὶ νὰ συνοδεύωνται ἀπὸ τὸ στέλεχος ἀνανεώσεως τοκομεριδίων (TALON), ὡς καὶ ὄλα τὰ τοκομερίδια ἀπὸ τοῦ ἀριθμοῦ 42, λήξεως 15 Ἀπριλίου 1941, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ 90, λήξεως 15 Ἀπριλίου 1965.

Δι' ἕκαστον ἐλλείπον τοκομερίδιον μιᾶς ἀπλῆς ὁμολογίας θά ἐκπίπτωνται φράγκα 0.06.

Αἱ ὁμολογίαι τοῦ δανείου 3ο)ο (1893) τοῦ «Σιδηροδρομοῦ Θεσσαλονίκης — Μοναστηρίου» θά πρέπει νὰ φέρωσι τὴν σφραγίδα προσχωρήσεως εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς 10 Μαρτίου 1932, τὸ στέλεχος ἀνανεώσεως τοκομεριδίων (TALON), ὡς καὶ ὄλα τὰ τοκομερίδια ἀπὸ τοῦ ἀριθμοῦ 97, λήξεως 1 Ἰουλίου 1941, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ 108, λήξεως 2 Ἰανουαρίου 1947.

Δι' ἕκαστον ἐλλείπον τοκομερίδιον μιᾶς ἀπλῆς ὁμολογίας θά ἐκπίπτωνται φράγκα 0.09.

Ὅλαί αἱ ἀποδείξεις (σκριπ) αἱ δοθεῖσαι κατὰ τὰς μερικὰς πληρωμὰς, τὰ τοκομερίδια αἵτινα ἔχουν διατηρηθῆ εἰς ἐνδείξιν μερικῶν πληρωμῶν, τὰ λοιπὰ τοκομερίδια, ληξιπρόθεσμα ἢ μὴ, ὡς καὶ πάντα τὰ στελεχῆ ἀνανεώσεως τοκομεριδίων (TALONS) κηρύσσονται ἀνευ ἀξίας καὶ ἀκυροῦνται.

* Ἄρθρον 5.

Αἱ ὁμολογίαι, αἰτινες προσάγονται πρὸς ἐξαγορὰν εἰς τὸν Πράκτορα τὸν ἐντεταλμένον διὰ τὰς πληρωμὰς ἐν Ἑλλάδι, θά λάβωσι τὸ εἰς δραχμὰς ἰσότιμον τῶν ποσῶν τῶν μνημονευομένων εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2.

Αἱ ὁμολογίαι αἱ φέρουσι τὴν ἐπίσημανσιν «οὐχὶ διαπραγματεύσιμος ἐκτὸς τῆς Ἑλλάδος» ἢ οἰανδήποτε ἄλλην ἀνάλογον ἐπίσημανσιν, πρέπει νὰ προσάγονται πρὸς ἐξαγορὰν εἰς τὸν ἐν Ἑλλάδι Πράκτορα.

* Ἄρθρον 6.

Αἱ ἐν τῇ παρουσίᾳ προβλεπόμεναι προσφοραὶ πρὸς ἐξαγορὰν θά ἰσχύωσιν ἐπὶ δεκαπέντε ἔτη ἀφ' ἧς γίνωσι.

* Ἄρθρον 7.

Ἡ Ἑθνικὴ Ἐνωσις θά συστήσῃ εἰς τοὺς κομιστὰς τὴν ἀποδοχὴν τῶν τοιούτων Προσφορῶν.

* Ἄρθρον 8.

Ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης συμφωνίας ἀρξεται ἅμα τῇ κυρώσει τῆς.

Ἡ διαδικασία τῆς ἐξαγορᾶς θά ἀρχίσῃ ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ρηθείσης κυρώσεως.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1965 εἰς δύο πρωτότυπα.

N. FAZHS

L. MARTIN

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΑΡΙΣΙΟΙ Τῇ 14 Δεκεμβρίου 1965

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐν συνεχείᾳ τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν Συμφωνίας ἐν σχέσει μὲ τὸν διακανονισμὸν Γαλλικῶν οικονομικῶν ἀπαιτήσεων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐρωτήσω ἐὰν ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις ἔχη ἀντίρρησην ὅπως ἡ Διεθνὴς Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ ἢ ἐδρεύουσα ἐν Ἀθήναις παύσῃ ὑφισταμένη ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον καὶ ὅπως αἱ διέπουσαι αὐτὴν διατάξεις καταργηθοῦν ὀριστικῶς.

Δεχθήτε, Κύριε Πρόεδρε, τήν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψηλῆς μου ὑπολήψεως.

N. Γαζής

Πρὸς
τὸν Κύριον Πρόεδρον
τῆς Γαλλικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΑΡΙΣΙΟΙ, τῆ 14 Δεκεμβρίου 1965

Κύριε Πρόεδρε,

Δι' ἐπιστολῆς σημερινῆς ἡμερομηνίας εὐηρεστήθητε νὰ μεῦ γνωστοποιήσητε τὰ ἐξῆς:

«Ἐν συνεχείᾳ τῆς ὑπὸ σημερινῆν ἡμερομηνίαν Συμφωνίας ἐν σχέσει μετὰ τὸν διακανονισμὸν Γαλλικῶν οἰκονομικῶν ἀπαιτήσεων ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐρωτήσω ἐὰν ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις ἔχη ἀντίρρησην ὅπως ἡ Διεθνὴς Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ αἰ ἐδρεύουσα ἐν Ἀθήναις παύσῃ ὑφισταμένη ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον καὶ ὅπως αἰ διέπουσαι αὐτὴν διατάξεις καταργηθῶν ὀριστικῶς».

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις δὲν ἔχει ἀντίρρησην, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τῆς, ὅπως ἡ Διεθνὴς Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ αἰ ἐδρεύουσα ἐν Ἀθήναις παύσῃ ὑφισταμένη ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον καὶ ὅπως αἰ διέπουσαι αὐτὴν διατάξεις καταργηθῶν ὀριστικῶς.

Δεχθήτε, Κύριε Πρόεδρε, τήν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψηλῆς μου ὑπολήψεως.

JEAN-LUC GRANIER

Πρὸς
τὸν Κύριον Πρόεδρον
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 13 Ἰουλίου 1966.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
B.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΕΦ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Γ. ΑΘΑΝΑΣΙΑΔΗΣ - ΝΟΒΑΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΤΣΟΥΛΕΡΟΣ, Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΦΩΚ. ΖΑ-Γ-ΜΗΣ, ΧΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΑΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΜΕΛΑΣ, ΕΜΜ. ΚΟΦΗΣ, ΙΩΑΝ. ΓΚΛΑΒΑΝΗΣ, ΚΩΝ. ΜΑΡΗΣ, ΧΡ. ΒΑΣΜΑΤΖΙΔΗΣ, ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΣΑΒΒΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΠ. ΠΑΓΚΟΥΤΣΟΣ, Α. ΚΑΡΑΘΟΔΩΡΟΣ, ΦΩΤ. ΠΙΤΟΤΑΗΣ, ΘΕΟΧ. ΡΕΝΤΗΣ, ΑΓΗΣ. ΣΠΗΛΙΑΚΟΣ, ΔΗΜ. ΚΩΣΤΗΣ.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1966 ή έτησια συνδρομή της Έφημεριδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικών πωλημένων φύλλων αυτής και τὰ τέλη δημοσιεύσεως εν τῇ Έφημερίδι της Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ως κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400	Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:	1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	350		2. » » » Β'	»	17.90
3. » » » Γ'	»	300		3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	500		4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300		5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	200	6. » » Παράρτημα	»	10.—	
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κλπ.	»	750	7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37.50	
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200	8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—	
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500	9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—	

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἀνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ. 200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν...	» 5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 1.000
4. Τῶν ἀνακινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.	» 500
5. Τῶν ἀνακινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	» 100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	» 500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	» 300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	» 2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	Δραχ. 1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ. 500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν....	» 200
3. Τῶν ἀνακινώσεων καὶ προσκλήσεων	» 100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	» 500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	» 500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων...	» 500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εισπράξεως ὅπου, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν ἐπὶ τῷ Ταμείῳ τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπου ἀπὸ 8 ἴδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ἐριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192379)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048)5321)31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΙΣ ΤΟΝ ΕΘΝΙΚΟΝ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΝ